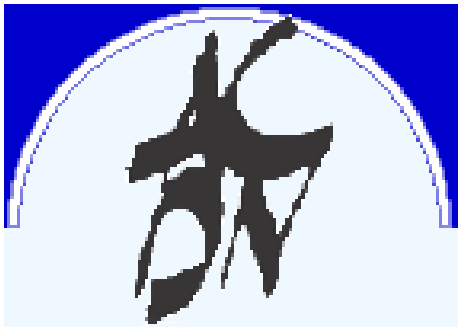
https://www.acdn.net/spip/spip.php?article1063



Jean-Luc Mélenchon répond à ACDN et s'engage pour un référendum sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires

Date de mise en ligne : vendredi 7 avril 2017

- Accueil - Actualités - Elections 2017 -

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

En 2017 comme en 2012, ACDN a interpellé les candidats à la présidentielle sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires : François Fillon en même temps qu'Alain Juppé, à l'occasion de la primaire de la droite et du centre ; les 14 candidats de gauche ou présumés tels (y compris Emmanuel Macron) à l'occasion de la primaire du Parti socialiste, dite "primaires citoyennes", en y ajoutant une question sur la sortie du nucléaire civil ; derechef Benoît Hamon après sa victoire dans ces primaires ; et Marine Le Pen le 20 février. A l'exception de Nathalie Arthaud et de Yannick Jadot lorsqu'il était encore en course, aucun candidat n'avait encore répondu.

Jean-Luc Mélenchon vient de le faire en confiant à Charlotte Girard, co-responsable du programme de la France Insoumise, le soin de nous faire connaître sa réponse au nom de la France Insoumise.

Nos trois questions étaient :

1. *Voulez-vous que la France négocie et ratifie avec l'ensemble des Etats concernés un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ?*

2. *Vous engagez-vous, si vous êtes élu(e) Président(e) de la République, à soumettre par référendum la question précédente au peuple français, dans les meilleurs délais après votre élection ?*

3. *Afin d'éviter un Tchernobyl ou un Fukushima français, vous engagez-vous à ce que la France programme la mise à l'arrêt de tous ses réacteurs électronucléaires et mette en oeuvre au cours du prochain quinquennat la transition la plus rapide possible vers une production d'électricité sans recours à l'énergie nucléaire ?*

Les courriers reproduits ci-dessous répondent à ces questions.

Nous écrivons à nouveau au candidat pour recevoir quelques éclaircissements supplémentaires et publierons sa réponse dès réception.

<dl class='spip_document_730 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;'><a href='https://www.acdn.net/spip/IMG/pdf/courrier_jlm_acdn.pdf' title='PDF - 490.8 ko' type="application/pdf">

Paris, le 27 mars 2017

Monsieur le Président,

Je vous remercie de l'intérêt que vous manifestez envers les propositions que je porte dans cette campagne au nom de la France Insoumise.

Copyright © www.acdn.net

Notre programme est disponible en librairie aux éditions du Seuil (3Euros) et des livrets thématiques qui le complètent sont disponibles sur le site internet avenirencommun.fr. Vous me demandez ma position concernant le désarmement nucléaire.

Je vous prie de m'excuser de ne pas pouvoir répondre personnellement compte tenu du soin que cet exercice implique. En fait je suis absorbé par les actions de la campagne électorale.

Jacques Généreux, économiste, et Charlotte Girard, juriste, ont coordonné l'élaboration du programme « L'avenir en commun » et des livrets thématiques qui le complètent. C'est à eux, personnalités universitaires, engagées dans le combat progressiste à travers leur contribution intellectuelle et leur action personnelle, que j'ai confié le soin de répondre le plus précisément possible à votre sollicitation.

Avec mes salutations républicaines,

Jean-Luc Mélenchon

<dl class='spip_document_731 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;'><a href='https://www.acdn.net/spip/IMG/pdf/reponse_acdn_jlm2017_02042017.pdf' title='PDF - 496.8 ko' type="application/pdf">

Paris, le 31 mars 2017

Jean-Marie Matagne
Président
Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire

Monsieur le Président,

Vous avez interrogé Jean-Luc Mélenchon sur sa position concernant le nucléaire civil et le désarmement nucléaire à l'échelle internationale. Nous vous en remercions.

Tout d'abord, nous partageons pleinement votre diagnostic et votre constat en ce qui concerne le nucléaire civil. Si aucune des promesses faites en 2012 par le candidat François Hollande n'a été tenue par le Parti socialiste au pouvoir, nos positions quant à elles sont fermes, et nous les mettrons en oeuvre.

Nous proposons notamment dans notre programme l'Avenir en commun de mettre en oeuvre une transition écologique avec 100% d'énergies renouvelables en 2050, ainsi que la sortie du nucléaire. Notre volontarisme sur ce dernier point est garanti par nos engagements à :

- fermer immédiatement Fessenheim en garantissant l'emploi des salariés et leur formation ;
- abandonner l'opération du grand carénage visant à prolonger la vie des centrales nucléaires au-delà de quarante ans ;
- abandonner les projets d'EPR (Flamanville et Hinkley Point) et d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure ;
- rendre publique les données sur l'enfouissement des déchets nucléaires depuis soixante ans et informer sur les dangers sanitaires avérés et/ou éventuels.

Ensuite, en continuité avec notre politique pour la France, nous sommes bien évidemment engagés pour le

désarmement nucléaire à l'échelle internationale. Créer les conditions collectives de la paix passe nécessairement par l'organisation de la sécurité collective et le désarmement.

Comme Jean-Luc Mélenchon s'y était déjà engagé en 2012, il conduira une politique très active en faveur du désarmement multilatéral et proposera, ainsi que vous le demandez, au nom de la France, aux autres États nucléaires, signataires ou non du Traité de non-prolifération de 1968, d'ouvrir des négociations en vue d'éliminer toutes les armes nucléaires, sous un contrôle strict et efficace et dans le cadre d'un véritable système de sécurité internationale.

Pour atteindre de manière réaliste cet objectif de désarmement nucléaire global, nous devons nécessairement associer tous les Etats dotés au sens du TNP, notamment les Etats-Unis, la Russie et la Chine qui sont par ailleurs aussi membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies. Vous en conviendrez, il serait donc contre-productif, que la France en tant qu'Etat doté s'engage de manière solitaire dans un désarmement unilatéral.

Toutefois, pour impulser ce mouvement, nous souhaitons que la France donne l'exemple, en réduisant par exemple son volume d'armements nucléaires dans sa composante aérienne. Par ces engagements, vous constaterez donc que notre démarche est mûrement réfléchie, sérieuse et pragmatique

Vous nous proposez également de consulter dans les plus brefs délais le peuple français par référendum sur la question de l'élimination complète des armes nucléaires. Notre programme l'Avenir en commun précise comment nous comptons renforcer et amplifier la souveraineté directe du peuple : nous convoquerons notamment un référendum pour engager le processus constituant, instaurerons un référendum d'initiative citoyenne ainsi que le droit des citoyens de proposer une loi, et rendrons le recours au référendum obligatoire pour réviser la Constitution ou ratifier tout nouveau traité européen.

Le recours au référendum est donc un instrument de l'implication populaire permanente auquel nous sommes très attachés. Dans ce cadre, un tel référendum, d'initiative citoyenne ou non, pourrait éventuellement permettre de légitimer et renforcer encore plus la démarche que nous proposons et que Jean-Luc Mélenchon s'est déjà engagé à porter. En espérant avoir pleinement répondu à vos interrogations ainsi qu'à vos attentes que nous partageons, et vous souhaitant bonne réception de ce courrier, je vous invite également à retrouver l'ensemble du programme de la France insoumise, *L'avenir en commun,* sur le site https://laec.fr/ ou en librairie et les livrets thématiques sur le site : https://avenirencommun.fr/.

Charlotte Girard

Co-responsable du programme de la France Insoumise

Pour en savoir plus sur le projet de référendum, voir : APPEL A REFERENDUM sur la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires.

Participez à la campagne référendaire !

Copyright © www.acdn.net